SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1872.

Rapport de la Commission d'agriculture, d'industrie et de commerce, chargée d'examiner le Projet de Loi sur la libre entrée des denrées alimentaires.

(Voir les N^{os} 21, 62 et 76 de la Chambre des Représentants et le N^o 27 du Sénat.)

Présents : MM. FORTAMPS, Vice-Président, Rapporteur, HUBERT, le Baron BETHUNE et CASIER.

MESSIEURS.

La question de la liberté du commerce des denrées alimentaires a donné lieu aux discussions les plus vives et les plus sérieuses depuis un demi-siècle ; mais jamais aussi l'opinion ne s'est modifiée d'une manière plus complète sur un principe économique. — Aujourd'hui, les partisans du commerce libre de tout ce qui peut servir à l'alimentation sont extrêmement nombreux dans tous les pays, et l'on peut dire, avec l'honorable Ministre des Finances, auteur de l'exposé des motifs, qu'il ne s'agit plus « d'un problème économique, mais » d'une affaire de trésorerie. »

En effet, Messieurs, chaque fois que, dans ces dernières années, il a été question en Belgique d'abolir les taxes douanières sur les céréales, le Gouvernement s'est toujours préoccupé des moyens de créer des ressources pour combler le vide que ferait au Trésor la suppression de ces droits ; lorsqu'il a agi autrement, cela a été sous l'empire de circonstances spéciales qui ne permettaient plus de mettre une entrave quelconque à l'importation des denrées alimentaires. C'est en obéissant à une nécessité de ce genre que le Gouvernement a présenté à la Législature un projet devenu la loi du 22 décembre 1871, qui a cessé ses effets le 1^{er} mai 1872.

Aujourd'hui, au contraire, le Projet de Loi que vous avez renvoyé à l'examen de votre Commission d'agriculture, de commerce et d'industrie, a pour objet unique de décréter la libre entrée des denrées alimentaires d'une manière permanente, et nous croyons pouvoir ajouter *définitive*.

Le sacrifice imposé au Trésor peut être évalué à 2,600,000 fr. environ annuellement, la moyenne des droits perçus ayant été, de 1862 à 1871, de

2,627,487 fr. — Notre situation financière ne met aucun obstacle à ce que pareille mesure soit adoptée.

On ne peut méconnaître, cependant, qu'il ne se produira pas immédiatement sur les diverses matières dégrevées du droit qui les atteint actuellement, une diminution de prix égale à ce droit, mais ce que l'on recherche surtout c'est une facilité nouvelle dans les transactions, qui aura pour conséquence certaine de développer les relations commerciales et, en créant un grand marché en Belgique, d'avoir pour résultat que les prix des denrées alimentaires y soient moins élevés que dans les pays où les transactions sont entravées, soit par des droits, soit par des formalités douanières.

Des réclamations ont été présentées à la Chambre des Représentants par des chefs d'établissements de meunerie, parce que, prétendent-ils, le système des acquits-à-caution permet d'établir en France une espèce de prime à la sortie sur les farines destinées à être introduites en Belgique.

La Chambre des Représentants a adopté un amendement, présenté par M. le Ministre des Finances, afin de permettre, dans ce cas, l'établissement d'un droit compensateur.

Des membres de votre Commission, sans avoir l'intention d'émettre un vote hostile au Projet de Loi, espèrent néanmoins que cette dernière restriction à la libre entrée n'aura qu'une durée limitée.

Un grand nombre de cultivateurs de la province de Liège ont adressé au Sénat des pétitions demandant l'adoption d'une disposition qui exclurait les denrées alimentaires introduites d'Allemagne, du bénéfice du Projet de Loi, par le motif que les fromages dits de Herve sont soumis à un droit élevé à leur importation en Allemagne. Votre Commission, tout en regrettant que cette espèce de fromage soit frappé en Allemagne d'un droit d'entrée important, ne pense pas trouver dans cette circonstance un motif suffisant pour modifier le Projet de Loi adopté par la Chambre. Elle appelle toutefois l'attention du Gouvernement sur la question soulevée par les pétitionnaires et demande que leurs requêtes soient déposées sur le bureau du Sénat pendant la discussion.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du Projet de Loi que vous lui avez fait l'honneur de renvoyer à son examen.

Le Vice-Président Rapporteur,
FORTAMPS.